

## LOIS, DÉCRETS ET ARRÊTÉS RÉGLEMENTAIRES

### MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 81 — 94

24 DECEMBRE 1980. — Loi relative aux mesures pour assurer l'exécution du budget 1980-1981 de la Prévoyance sociale (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 56quinquies, § 4, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, inséré par l'arrêté royal n° 7 du 18 avril 1967 et modifié par la loi du 4 juillet 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les allocations familiales visées au présent article sont octroyées à charge de et payées par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 2. L'article 56sexties, § 5, des mêmes lois, insérés par l'arrêté royal n° 7 du 18 avril 1967 et modifié par la loi du 4 juillet 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« § 5. Les allocations familiales visées au présent article sont octroyées à charge de et payées par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 3. L'article 56septies, quatrième alinéa, des mêmes lois, inséré par la loi du 4 juillet 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Les allocations familiales visées au présent article sont octroyées à charge de et payées par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 4. L'article 111 des mêmes lois, modifié par la loi du 4 juillet 1969, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 111. Les allocations familiales, l'allocation de naissance et l'allocation familiale de vacances payées par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés en application de l'article 101, troisième alinéa, 2°, 3° et 4°, sont remboursées à l'Office national par l'Etat. »

Art. 5. L'article 5 de la loi du 20 juillet 1971 instituant les prestations familiales garanties est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Les prestations familiales visées à la présente loi sont, en 1981, octroyées à charge de et payées par l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés. »

Art. 6. § 1. La loi du 5 mai 1912 accordant des primes aux caisses mutualistes d'invalidité est abrogée.

§ 2. Les subsides prévus conformément aux dispositions de la loi précitée seront encore attribués sur le montant des cotisations versées par les membres et relatives à l'exercice 1979.

§ 3. Les cotisations versées à partir du 1er janvier 1980 aux caisses d'invalidité précitées seront subsidiées conformément aux dispositions réglementaires applicables soit aux services d'incapacité primaire, soit aux services d'indemnités familiales en cas d'hospitalisation, prises en exécution de la loi du 23 juin 1894 portant révision de la loi du 3 avril 1851 sur les sociétés mutualistes.

(1) Session 1980-1981.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, doc. 685, n° 1.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 11 décembre 1980. Adoption. — Séance du 11 décembre 1980.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, doc. 685, n° 1, transmis par la Chambre des représentants.

Annales parlementaires. — Discussion. Séances des 16 et 18 décembre 1980. Adoption. — Séance du 18 décembre 1980.

## WETTEN, DECRETEN EN REGLEMENTAIRE BESLUITEN

### MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 81 — 94

24 DECEMBER 1980. — Wet betreffende de maatregelen ter verzekering van de uitvoering van de begroting 1980-1981 van Sociale Voorzorg (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 56quinquies, § 4, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 7 van 18 april 1967, en gewijzigd bij de wet van 4 juli 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De in dit artikel bedoelde kinderbijslag wordt verleend ten laste van en uitbetaald door de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers. »

Art. 2. Artikel 56sexies, § 5, van dezelfde wetten, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 7 van 18 april 1967 en gewijzigd bij de wet van 4 juli 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 5. De in dit artikel bedoelde kinderbijslag wordt verleend ten laste van en uitbetaald door de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers. »

Art. 3. Artikel 56septies, vierde lid, van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De in dit artikel bedoelde kinderbijslag wordt verleend ten laste van en uitbetaald door de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers. »

Art. 4. Artikel 111 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1969, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 111. De kinderbijslag, het kraamgeld en de gezinsvakantiebijslag door de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers uitbetaald bij toepassing van artikel 101, derde lid, 2°, 3° en 4°, worden door het Rijk aan de Rijksdienst terugbetaald. »

Art. 5. Artikel 5 van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van de gewaarborgde gezinsbijslag wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. De in deze wet bedoelde gezinsbijslag wordt, in 1981, verleend ten laste van en uitbetaald door de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers. »

Art. 6. § 1. De wet van 5 mei 1912 tot verlening van premieën aan de invaliditeitskassen wordt opgeheven.

§ 2. De krachtens de bepalingen van voornoemde wet voorziene toelagen worden nog toegekend op het bedrag van de door de leden met betrekking tot het dienstjaar 1979 gestorte bijdragen.

§ 3. De vanaf 1 januari 1980 aan voormelde invaliditeitskassen gestorte bijdragen zullen gesubsidieerd worden overeenkomstig de reglementaire bepalingen van toepassing hetzij op de diensten voor primaire arbeidsongeschiktheid, hetzij op de diensten voor gezinsuitkeringen in geval van ziekenhuisverpleging, getroffen in uitvoering van de wet van 23 juni 1894 houdende herziening van de wet van 3 april 1851 op de maatschappijen van onderlinge bijstand.

(1) Zitting 1980-1981.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, doc. 685, nr. 1.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergadering van 11 december 1980. Aanneming. — Vergadering van 11 december 1980.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, doc. 685, nr. 1, overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking. Vergaderingen van 16 en 18 december 1980. Aanneming. — Vergadering van 18 december 1980.

Art. 7. Pour 1981, le montant de l'intervention de l'Etat en faveur du régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité des travailleurs indépendants est fixé à 5 173,6 millions de francs. Ce montant est affecté à concurrence de 3 420,2 millions au secteur des soins de santé et de 1 753,4 millions au secteur des indemnités.

Les montants visés au premier alinéa sont liés aux fluctuations de l'indice général des prix à la consommation du Royaume, conformément aux règles établies par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière de sécurité sociale aux travailleurs indépendants. Ces montants sont liés à l'indice pivot 145,88.

Par dérogation aux dispositions de l'article 32, §§ 1 et 2, de l'arrêté royal du 30 juillet 1964 portant les conditions dans lesquelles l'application de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité est étendue aux travailleurs indépendants, le Roi fixe le mode de répartition de la somme de 3 420,2 millions visée au premier alinéa et affectée à l'assurance maladie-invalidité, secteur des soins de santé.

Cette répartition s'effectuera proportionnellement aux pourcentages résultant des sommes qui auraient été allouées à chaque organisme assureur en 1981 sur base des interventions de l'Etat visées à l'article 32, §§ 1 et 2, de l'arrêté royal du 30 juillet 1964 précité.

Art. 8. Les sociétés d'assurance à primes fixes agréées et les caisses communes d'assurances agréées, visées à l'article 49 de la loi sur les accidents du travail du 10 avril 1971, la Caisse générale d'Épargne et de Retraite et les employeurs dispensés de contribuer au fonds de garantie, à l'exclusion du Fonds des accidents du travail, versent, en 1981, un montant total, non remboursable, de 1 000 millions à l'assurance maladie-invalidité, régime général. Ce montant est affecté au secteur des indemnités.

Les règles relatives à la répartition et à la perception sont fixées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Art. 9. Un article 22bis, rédigé comme suit, est inséré dans les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971 :

« Art. 22bis. Il est institué à l'Office national des vacances annuelles un Fonds spécial pour la promotion des vacances annuelles des travailleurs salariés, chargé de contribuer à la réalisation des objets déterminés aux articles 22 et 26, 6° et 7°.

» Le Fonds est géré par le Comité de gestion de l'Office national et est alimenté par des transferts provenant soit du Fonds visé à l'article 18, soit du Fonds visé à l'article 19, soit des deux.

» Ces transferts sont soumis à l'autorisation du Ministre de tutelle et du Ministre des Finances.

» Le Roi détermine, sur proposition du Comité de gestion de l'Office national, les modalités de fonctionnement du Fonds et les conditions dans lesquelles il peut consentir des prêts.

» Le Comité de gestion de l'Office national détermine dans un règlement spécial toutes les autres modalités d'application afférentes au fonctionnement du Fonds. Ce règlement entre en vigueur après approbation du Ministre de tutelle.

» Les frais de fonctionnement du Fonds sont à sa charge. Chaque année, avant le 1er avril, le Comité de gestion rend compte au Ministre de tutelle de la gestion du Fonds.

Art. 10. A l'article 140 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980, les mots « prévu à l'article 16, deuxième alinéa » sont remplacés par les mots « prévu à l'article 22bis ».

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 décembre 1980.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Prévoyance sociale,

L. DHOORE

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Ph. MOUREAUX

Art. 7. Voor 1981, is het bedrag van de Staatstegemoetkoming ten gunste van het stelsel van de verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit der zelfstandigen vastgesteld op 5 173,6 miljoen frank. Dit bedrag wordt ten belope van 3 420,2 miljoen toegekend aan de sector van de gezondheidszorgen en van 1 753,4 miljoen aan de sector van de uitkeringen.

De bedragen bedoeld in het eerste lid zijn gekoppeld aan de schommelingen van het algemeen indexcijfer der consumptieprijzen van het Rijk overeenkomstig de regelen vastgesteld bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de Openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld. Die bedragen worden aan de spilindex 145,88 gekoppeld.

Bij afwijking van de bepalingen van artikel 32, §§ 1 en 2, van het koninklijk besluit van 30 juli 1964 houdende de voorwaarden waaronder de toepassing van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tot de zelfstandigen wordt verruimd, bepaalt de Koning de wijze van verdeling van de som van 3 420,2 miljoen, bedoeld bij het eerste lid, en bestemd voor de ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector der gezondheidszorgen.

Deze verdeling zal geschieden in verhouding tot de percentages ingevolge de sommen die zouden zijn toegekend aan elke verzekeringsinstelling in 1981 op basis van de bij artikel 32, §§ 1 en 2, van het in voornoemd koninklijk besluit van 30 juli 1964 bedoelde rijks-toelagen.

Art. 8. De gemachtigde verzekeringsmaatschappijen tegen vaste premie en de gemachtigde gemeenschappelijke verzekeringskassen, bedoeld bij artikel 49 van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, de Algemene Spaar- en Lijfrentekas en de werkgevers, vrijgesteld van de bijdragen aan het waarborgfonds, met uitzondering van het fonds voor arbeidsongevallen, storten in 1981 een totaal niet terugbetaalbaar bedrag van 1 000 miljoen aan de ziekte- en invaliditeitsverzekering, algemeen stelsel. Dit bedrag wordt besteed aan de sector uitkeringen.

De regels betreffende de verdeling en inning worden vastgesteld bij een in Ministerraad overgelegd koninklijk besluit.

Art. 9. Een artikel 22bis, luidend als volgt, wordt in de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers, gecoördineerd op 28 juni 1971, ingevoegd :

« Art. 22bis. Er wordt bij de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie een bijzonder Fonds ter bevordering van de jaarlijkse vakantie der werknemers ingesteld, belast bij te dragen tot de verwezenlijking van de doelstellingen bepaald bij de artikelen 22 en 26, 6° en 7°.

» Het Fonds wordt beheerd door het Beheerscomité van de Rijksdienst en is gestijfd door overdrachten afkomstig van het Fonds bedoeld bij artikel 18, hetzij van het Fonds bedoeld bij artikel 19, hetzij van beide.

» Deze overdrachten zijn onderworpen aan de toestemming van de voogdijminister en van de Minister van Financiën.

» De Koning bepaalt, op de voordracht van het Beheerscomité van de Rijksdienst, de werkingsvoorwaarden van het Fonds en de voorwaarden waaronder het leningen mag toekennen.

» Het Beheerscomité van de Rijksdienst bepaalt in een bijzonder reglement alle andere toepassingsmodaliteiten met betrekking tot de werking van het Fonds. Dit reglement treedt in werking na goedkeuring van de voogdijminister.

» De werkingskosten van het Fonds zijn te zijnen laste. Elk jaar, vóór 1 april, brengt het Beheerscomité bij de voogdijminister verslag uit over het beheer van het Fonds.

Art. 10. In artikel 140 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgettaire voorstellen 1979-1980, worden de woorden « bedoeld bij artikel 18, tweede lid » vervangen door de woorden « vastgesteld bij artikel 22bis ».

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 december 1980.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Voorzorg,

L. DHOORE

Gezien en met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,

Ph. MOUREAUX